



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate: 30 avril 2014

**L'ADMINISTRATION CUOMO PREND DES MESURES POUR FAIRE CESSER LES PRÊTS SUR SALAIRE  
ILLEGAUX EN LIGNE VIA LES RESEAUX DE CARTES BANCAIRES**

***L'enquête du DFS révèle que les prêteurs sur salaire en ligne se tournent vers l'utilisation de transactions avec cartes bancaires, à mesure que la pression monte contre leurs abus du système bancaire de paiements électroniques ACH***

***Le Surintendant Lawsky envoie des mises en demeure à d'autres prêteurs sur salaire en ligne qui s'adonnent à des prêts illégaux dans l'Etat de New York***

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a annoncé de nouveaux efforts pour faire cesser le traitement des prêts sur salaire illégaux via des transactions avec cartes bancaires et contribuer à protéger les consommateurs de l'Etat de New York. MasterCard et Visa ont accepté des discussions avec le Département des Services Financiers (DFS) pour prendre une série de mesures visant à faire cesser cette activité illégale via les réseaux de cartes bancaires. Une enquête approfondie en cours du DFS a révélé que – à mesure que la pression réglementaire monte contre les abus du système bancaire de paiements électroniques ACH (Automated Clearing House) par les prêteurs sur salaire en ligne – des prêteurs utilisent à la place les transactions avec cartes bancaires pour contourner le système et prélever illégalement des fonds sur les comptes bancaires de New Yorkais.

Benjamin M. Lawsky, Surintendant des Services Financiers, a envoyé aujourd'hui des mises en demeure à 20 autres sociétés, que l'enquête en cours du DFS a identifiées comme encourageant, réalisant ou collectant illégalement des prêts sur salaire auprès de consommateurs New Yorkais – dont 12 semblent utiliser cette nouvelle tactique des cartes bancaires. Avec l'action d'aujourd'hui, le DFS a maintenant envoyé des mises en demeure à 55 prêteurs sur salaire en ligne. Auparavant, en août 2013, le DFS [avait envoyé des mises en demeure](#) à 35 prêteurs sur salaire en ligne offrant illégalement des prêts aux New Yorkais – et la majorité d'entre eux ont arrêté de prêter dans l'Etat de New York suite à ces mises en demeure.

« Mon administration travaillera sans relâche pour maintenir une longueur d'avance sur les prêteurs sur salaire en ligne qui tentent de contourner la loi de l'Etat et de piéger les consommateurs dans un cercle vicieux d'endettement », a déclaré le Gouverneur Cuomo. « En collaborant avec nous pour éliminer ce

French

comportement illégal, Visa et MasterCard ont répondu à l'appel et montré comment les sociétés privées peuvent travailler aux côtés du gouvernement de l'Etat pour protéger les New Yorkais vulnérables. Cette collaboration, avec les dernières mises en demeure du Département des Services Financiers, devraient permettre d'avertir tous les prêteurs sur salaire que cette activité illégale ne sera pas tolérée dans l'Etat de New York. »

Le Surintendant Lawsky a déclaré : « Toutes les fois que les prêteurs sur salaire en ligne essaieront de nouveaux procédés pour violer nos lois et exploiter les consommateurs de l'Etat de New York, nous prendrons de sévères mesures pour les éliminer. Visa and MasterCard ont répondu rapidement lorsque nous les avons contactées sur cette question et ont donné clairement l'exemple aujourd'hui à toute leur industrie. »

Pendant son enquête de plus d'un an, le DFS a pris une série de mesures pour limiter l'accès des prêteurs sur salaire en ligne, qui prélèvent illégalement des fonds sur les comptes bancaires de New Yorkais, au système bancaire de paiements électroniques ACH. Cependant, le DFS a identifié récemment une nouvelle tendance parmi les prêteurs sur salaire en ligne dans le traitement des paiements des emprunteurs. Ces prêteurs ont commencé à avertir les emprunteurs sur leurs sites web qu'ils n'utilisent plus le système ACH pour traiter les paiements, et exigent désormais que les emprunteurs fournissent leurs informations de cartes bancaires pour prélever automatiquement les remboursements de prêts sur les comptes des emprunteurs.

Lors de discussions récentes avec le DFS, MasterCard et Visa se sont engagées à prendre une série de mesures pour faire cesser le traitement des prêts sur salaire illégaux via leurs réseaux de cartes bancaires avant que le problème ne se généralise. Ces mesures comprennent :

- *MasterCard et Visa travailleront avec les établissements financiers acquéreurs pour assurer qu'ils ne traitent pas des transactions de cartes bancaires illégales au nom des prêteurs sur salaire.* Sur une base continue, le DFS fournira des informations à MasterCard et Visa concernant les prêteurs sur salaire qui peuvent soit prêter dans l'Etat de New York de façon illégale ou utiliser des réseaux de cartes bancaires pour le recouvrement illégal de prêts auprès de New Yorkais. Ces informations comprendront les noms des prêteurs, les URL, et toute autre information d'identification qui peut s'avérer utile. MasterCard et Visa enquêteront sur le sujet et prendront des mesures appropriées avec l'établissement financier acquéreur du prêteur sur salaire pour faire cesser l'activité de ce prêteur avec MasterCard et Visa.
- *MasterCard et Visa alerteront toutes les banques acquéreuses des risques de faire des affaires avec des prêteurs sur salaire qui peuvent opérer en violation de la loi de l'Etat.* MasterCard et Visa enverront des alertes à tous les établissements financiers acquéreurs dans leurs réseaux de cartes bancaires concernant le prêt sur salaire illégal et les lois de l'Etat de New York interdisant le prêt sur salaire. L'alerte rappellera également aux établissements financiers acquéreurs de MasterCard et Visa les règles qui s'appliquent concernant le traitement des transactions illégales par les marchands.

Le Surintendant Lawsky a envoyé aujourd'hui des mises en demeure aux 20 sociétés suivantes, que l'enquête du DFS a identifiées comme encourageant, réalisant ou collectant des prêts sur salaire illégaux auprès de New Yorkais. Les 12 premières sociétés listées semblent – selon l'enquête du DFS – exiger des informations de cartes bancaires pour recouvrer des prêts sur salaire illégaux.

- AALM Consulting Services, Ltd. d/b/a MultiLoanSource
- Action Payday, LLC
- Coral Keys, Ltd.
- Fast eFunds
- First American Capital Resources ONE, LLC
- Iggy Group, LLC d/b/a Iggy Loans
- Joro Resources, LLC d/b/a Idealgelt
- MB Marketing, LLC d/b/a My Next Day Cash
- Rapital Capital
- Red Leaf Ventures, LLC d/b/a Red Leaf Lending
- Sierra Lending, LLC
- Uncle Warbucks
- VIP PDL Services d/b/a VIP Loan Shop
- Fast Next Day Cash (aka Vista B Loans)
- First America Credit
- My Web Funds
- Net Cash 123
- Platinum Cash Link
- CWB Services, LLC d/b/a Vandelier Group, LLC; Shoreline Online, LLC; Cutter Group, LLC
- Hydra Financial Limited Fund d/b/a Hydra Fund II

Les prêts sur salaire sont illégaux dans l'Etat de New York selon les lois civiles et pénales sur l'usure. Dans certains cas, les prêteurs tentent de contourner l'interdiction sur les prêts sur salaire dans l'Etat de

New York en offrant des prêts sur Internet, espérant ainsi éviter les poursuites. Toutefois, dans l'État de New York, les prêts sur salaire sur Internet sont tout aussi illégaux que les prêts sur salaire en personne.

L'Administration Cuomo a pris une série de mesures pour éradiquer le prêt sur salaire illégal en ligne dans l'État de New York. En février 2013, le DFS a [adressé un avertissement](#) aux agents de recouvrement de dette que les prêts avec des taux d'intérêt au-dessus des maximums statutaires étaient nuls et non exécutoires.

En août 2013, le Département a [envoyé des mises en demeure](#) à 35 prêteurs en ligne réalisant des prêts d'usure auprès de New Yorkais, avec des taux d'intérêt annuels aussi élevés que 1,095 pour cent. La majorité de ces prêteurs ont cessé de prêter dans l'État de New York suite à ces mises en demeure. Le Département a également invité les banques et NACHA à collaborer avec le DFS pour couper l'accès des prêteurs sur salaire aux comptes clients de l'État de New York.

Le Département a [étendu son enquête](#) en décembre 2013 en adressant des citations à comparaître à 16 entreprises de génération de prospects en ligne, soupçonnées de publicité trompeuse et mensongère sur les prêts sur salaire en ligne, illégaux, dans l'État de New York. Ces entreprises en fait ne font pas directement des prêts sur salaire, mais à la place créent des sites web qui commercialisent ces prêts et collectent des informations personnelles sensibles auprès des consommateurs. Les générateurs de prospects envoient ensuite ces informations personnelles à des prêteurs sur salaire illégaux en ligne et à d'autres sociétés, notamment d'habiles escrocs. Le Département a reçu des plaintes contre de nombreuses de ces entreprises pour publicité mensongère et trompeuse, harcèlement téléphonique, démarchage et violations de la vie privée.

En janvier 2014, le Surintendant Lawsby a également envoyé un [courrier à NACHA](#) et son conseil d'administration, faisant remarquer que, bien que les réformes proposées suite au courrier d'août 2013 représentaient des mesures positives, elles ne résolvaient pas de manière adéquate les abus du système ACH par les prêteurs sur salaire. Le Surintendant a invité NACHA à prendre des mesures spécifiques, plus sévères, pour éradiquer le prêt sur salaire illégal sur Internet.

Des copies des courriers du Surintendant Lawsby envoyées à MasterCard et Visa confirmant leur engagement à contribuer à faire cesser le prêt sur salaire illégal en ligne dans l'État de New York sont consultables à [link](#) and [link](#).

###

Des informations complémentaires sont disponibles à [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Executive Chamber | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418